C.1

N° DE CATALOGUE
73-001 F
MENSUEL

CANADA

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

JANVIER 1966

(D'après les renseignements fournis par la Commission d'assurance-chômage)

Department of Labour
RECEIVED
APR 5 1966
LIBRARY

Publication autorisée par
le ministre du Commerce

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE
Division du travail
La section de l'assurance-chômage et des pensions

Avril 1966
8004-533

Prix: 20 cents
$2.00 par année

Vol. 25—n° 1

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C., Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa

TABLE DES MATIÈRES

Page

Graphiques, Opérations d'assurance-chômage 3

Commentaire:

Réclamations et prestations d'assurance-chômage en janvier 4

Classement, par industrie, des personnes qui ont déposé de nouvelles réclamations d'assurance-chômage en décembre 6

Liste des tableaux

Données réunies des réclamations relatives aux prestations régulières, saisonnières et des pêcheurs.

Tableau sommaire 9

Tableau:

1. Estimation de la population assurée en vertu de la loi sur l'assurance-chômage 10

2. Réclamations initiales et renouvelées déposées aux bureaux locaux de chaque province 10

3. Réclamants se présentant aux bureaux locauz suivant le nombre de semaines qu'a duré la réclamation, selon la province et le sexe 11

4. Réclamations initiales et renouvelées réglées et non réglées à la fin du mois, par province 12

5. Nombre de réclamants inadmissibles à la prestation dans chaque province et principales raisons d'inadmissiblité 13

6. Nombre estimatif de bénéficiaires par province 14

7. Versements de prestations indiquant les semaines et le montant versé par province 14

8. Nombre de semaines indemnisées, selon les semaines complètes ou partielles et indiquant séparément le nombre de semaines partielles par suite de gains excessifs 15

Réclamants de prestations saisonnières comprenant les réclamants pêcheurs, période de 1965-1966 16

Tableau:

3(a) Réclamants de prestations saisonnières se présentant aux bureaux locaux le dernier jour ouvrable du mois, selon le sexe et la province 17

3(b) Réclamants pêcheurs de prestations saisonnières inclus au tableau 3(a) 17

Revue de l'assurance-chômage, années civiles 1965 et 1964; chronologie, 1942, 1965 18

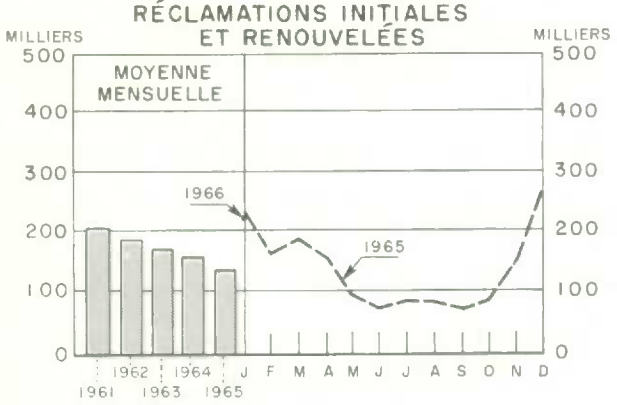
Vocabulaire 27

Statistique chronologique additionnelle (à compter de 1941) donnée dans le numéro de juillet 1961 de la présente série.

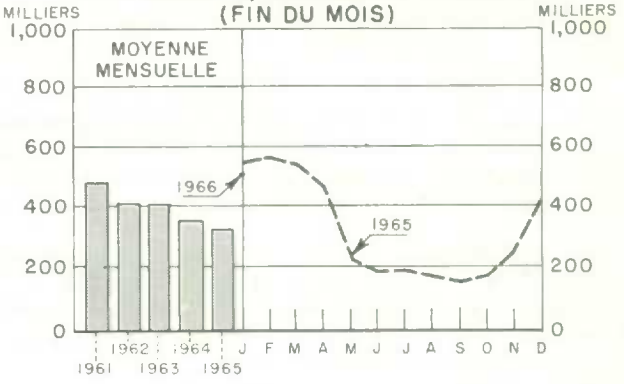
Pour des renseignements sur les caractéristiques personnelles concernant la situation dans l'emploi et l'industrie de la population assurée et des personnes qui établissent leur droit aux prestations, voir: Annual Report on Benefit Periods Established and Terminated under the Unemployment Insurance Act, B.F.S., Division du travail, Section de l'assurance-chômage et des pensions.

OPÉRATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

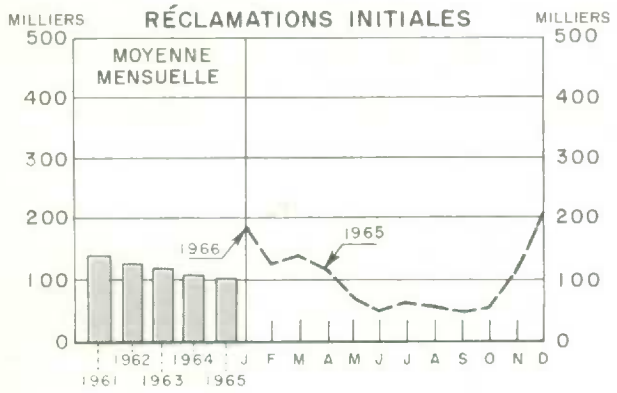
RÉCLAMATIONS INITIALES ET RENOUVELÉES



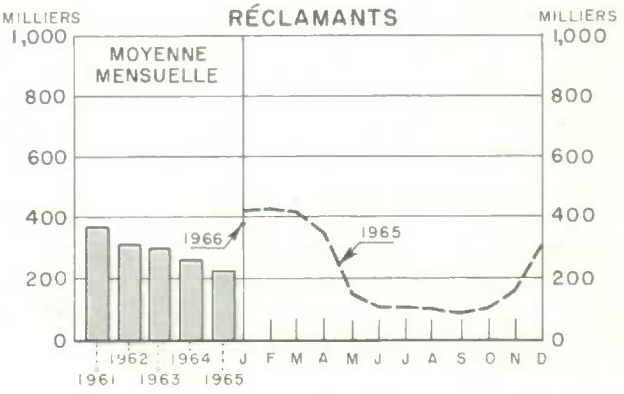
RÉCLAMANTS, HOMMES ET FEMMES (FIN DU MOIS)



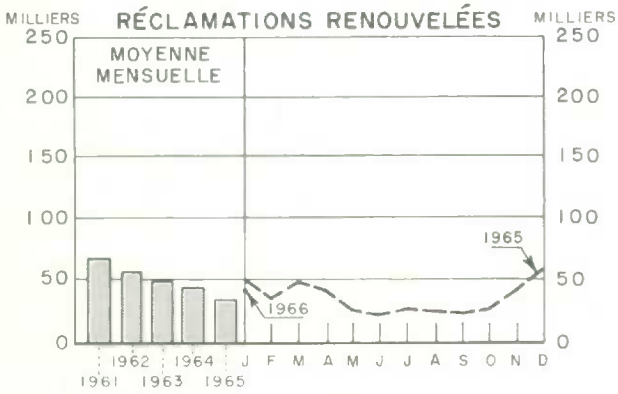
RÉCLAMATIONS INITIALES



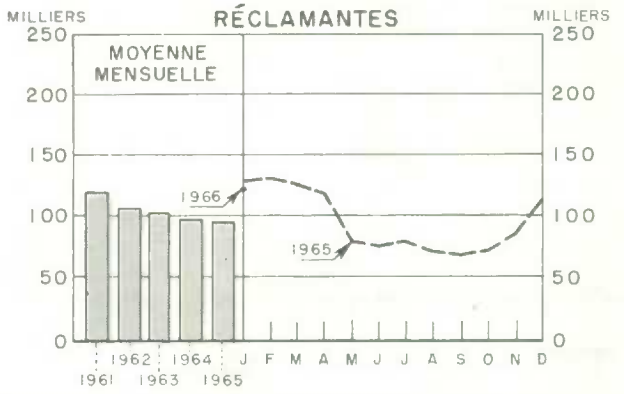
RÉCLAMANTS



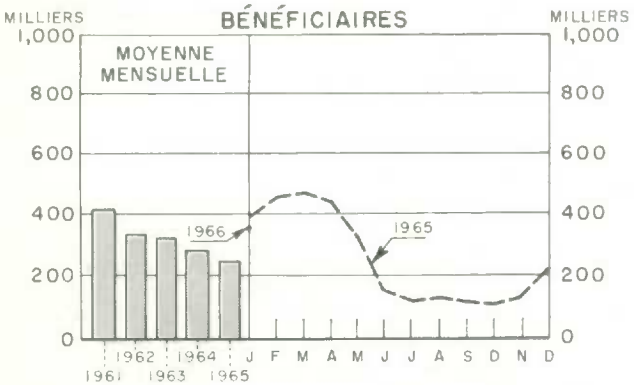
RÉCLAMATIONS RENOUVELÉES



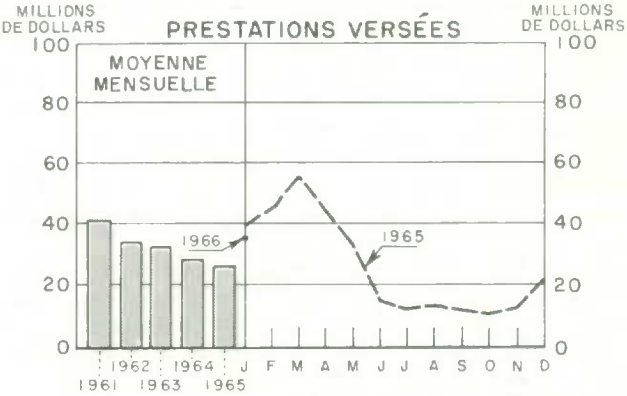
RÉCLAMANTES



BÉNÉFICIAIRES



PRESTATIONS VERSÉES



RÉCLAMATIONS ET PRESTATIONS VERSÉES

JANVIER 1966

Réclamants en fin du mois

Le nombre de réclamants de prestations d'assurance-chômage était de 511,800 le 31 janvier 1966, augmentation de 20 p. 100 sur les 418,000 du 31 décembre 1965. Au 29 janvier 1965, le total était de 547,800. Environ 85 p. 100 de l'augmentation de janvier tient à la hausse du nombre de réclamants masculins. Toutefois, le nombre actuel de réclamants est inférieur d'environ 10 p. 100 à celui du 29 janvier 1965, tandis que celui des réclamantes est presque le même.

Les réclamants de prestations saisonnières se chiffraient par 110,000 le 31 janvier, comparativement à 66,800 à la fin de décembre et à 122,000 à la fin de janvier 1965. Les hommes répondaient pour 78 p. 100 des réclamants de prestations saisonnières et pour 75 p. 100 des réclamants de prestations régulières. La présence plus élevée d'hommes parmi les réclamants de prestations saisonnières tient à ce que les provinces Atlantiques sont beaucoup plus représentées parmi les réclamants de prestations saisonnières que parmi les réclamants de prestations régulières (38 contre 16 p. 100). Cette région, traditionnellement, a une plus forte proportion d'hommes-réclamants; la participation des femmes à la main-d'oeuvre, en général, et dans l'emploi assuré, en particulier, est relativement inférieure à celle des autres régions. Le tableau ci-dessous montre les variations régionales dans la composition par sexe des groupes de réclamants et dans la concentration des réclamants de prestations saisonnières au regard des réclamants de prestations régulières:

TABLEAU A. Composition du groupe de réclamants, 31 janvier 1966

	Canada	Provinces Atlantiques	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Région du Pacifique
Pourcentage des hommes:						
Tous réclamants	76	86	78	66	76	74
Prestations régulières	75	83	78	67	76	73
Prestations saisonnières	78	90	75	61	77	76
Répartition procentuelle:						
Tous réclamants	100	21	30	26	12	11
Prestations régulières	100	16	31	28	13	11
Prestations saisonnières	100	38	23	19	9	11
PS pêcheurs seulement	100	80	3	2	1	14
Réclamants de PS en pourcentage du total	21	39	17	16	17	21
Réclamants-pêcheurs en pourcentage des réclamants de PS ...	22	48	3	2	2	30

Ces chiffres révèlent qu'il y a, non seulement, une forte augmentation de prestations saisonnières dans les provinces Atlantiques mais qu'ils comprennent une très forte proportion du total, i.e. presque le double de la proportion nationale. Les pêcheurs répondent pour presque la moitié du nombre de réclamants de prestations saisonnières dans cette région.

L'augmentation procentuelle relativement plus élevée, du 31 décembre au 31 janvier, du nombre de réclamants de prestations saisonnières, au regard de celui des réclamants de prestations régulières, soit 65 contre 15 p. 100, tient surtout à ce que tous les réclamants sont jugés réclamants "de prestations régulières" jusqu'à ce que les calculs indiquent le contraire. Là où des contributions insuffisantes causent l'inaccessibilité aux prestations régulières, la réclamation est recalculée en vertu des dispositions qui régissent les prestations saisonnières. Dans l'intervalle, toutefois, le réclamant est classé comme réclamant "de prestations régulières" même si, en réalité, il ne peut devenir admissible qu'aux prestations saisonnières.

Réclamations initiales et renouvelées

En janvier, 225,000 réclamations initiales et renouvelées de prestations d'assurance-chômage ont été déposées, soit presque 40,000 de moins qu'en décembre, mais presque le même chiffre qu'en janvier 1965. La baisse de décembre à janvier est normale, étant donné que le volume des réclamations atteint habituellement son sommet en décembre et diminue subséquemment. Le nombre de cas de "chômage naissant" dû à la diminution saisonnière de l'emploi est habituellement plus élevé en décembre. Ce mois marque aussi l'ouverture de la période des prestations saisonnières durant laquelle les réclamants ayant relativement moins de contributions peuvent devenir admissibles aux prestations. Le nombre de cas représentant des demandes de rétablissement de droits aux prestations (réclamants dont les droits ont été épuisés ou périmés) totalisait 30,000 en janvier, représentant environ 15 à 20 p. 100 des réclamations initiales. En décembre, ce nombre était de 20,000 ou 10 p. 100 des réclamations initiales. De tels cas ne représentent pas du "chômage naissant" au cours du mois où ils ont été enregistrés.

Bénéficiaires et prestations versées

La moyenne des bénéficiaires en janvier 1966 a été évaluée à 361,200 contre 216,500 en décembre 1965 et 398,100 un an plus tôt. Le total des prestations versées a été de $35,900,000 en janvier 1966, de $21,200,000 en décembre 1965 et de $39,800,000 en janvier 1965. La moyenne hebdomadaire des prestations s'est établie à $24.86 en janvier 1966, $24.46 en décembre 1965 et $25.02 en janvier 1965.

Chiffres provinciaux

Le nombre de réclamants, au 31 janvier, était beaucoup plus élevé qu'au 31 décembre dans toutes les provinces. Les plus faibles augmentations se sont produites au Québec et en Colombie-Britannique. Dans ces deux dernières provinces, l'augmentation procentuelle a été 20 p. 100 inférieure au niveau national. Ailleurs, c'était l'inverse. Les baisses d'une année à l'autre se sont établies à moins de 10 p. 100 sauf dans les provinces des Prairies et en Colombie-Britannique.

TABLEAU B. Variations procentuelles du nombre de réclamants en fin de mois

	Du 31 décembre 1965 au 31 janvier 1966			Du 29 janvier 1965 au 31 janvier 1966			Du 31 décembre 1964 au 29 janvier 1965		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
CANADA	+ 22	+ 27	+ 11	- 7	- 8	- 2	+ 15	+ 17	+ 8
Terre-Neuve	+ 30	+ 31	+ 18	+ 2	+ 2	-	+ 23	+ 24	+ 11
Île-du-Prince-Édouard	+ 29	+ 30	+ 22	- 2	- 2	- 1	+ 26	+ 28	+ 19
Nouvelle-Écosse	+ 30	+ 31	+ 27	- 3	- 4	+ 4	+ 22	+ 23	+ 18
Nouveau-Brunswick ...	+ 25	+ 28	+ 15	- 5	- 6	+ 1	+ 20	+ 19	+ 22
Québec	+ 14	+ 20	- 2	- 8	- 10	+ 1	+ 14	+ 19	- 3
Ontario	+ 26	+ 33	+ 15	- 2	- 2	- 1	+ 8	+ 9	+ 7
Manitoba	+ 21	+ 29	-	- 22	- 20	- 28	+ 26	+ 26	+ 28
Saskatchewan	+ 38	+ 41	+ 30	- 10	- 14	+ 8	+ 23	+ 24	+ 19
Alberta	+ 34	+ 36	+ 26	- 16	- 18	- 7	+ 16	+ 15	+ 19
Colombie-Britannique	+ 18	+ 18	+ 18	- 11	- 12	- 6	+ 12	+ 10	+ 19

Les provinces Atlantiques ont accusé des diminutions relativement plus fortes du nombre des réclamations en janvier que les autres régions, comme on peut le voir au Tableau C ci-après. Certains des facteurs qui ont déterminé la baisse des réclamations en janvier ont déjà été étudiés dans l'alinéa intitulé "Réclamations initiales et renouvelées". L'augmentation considérable des réclamations en Alberta contraste fortement avec les mouvements contraires dans les autres provinces, ce qui fait supposer que l'augmentation du nombre de réclamations qui a coïncidé avec une diminution de l'emploi a été quelque peu retardée dans cette province. Un examen du numéro de décembre de la présente série confirme ce fait. L'augmentation du nombre de réclamations en décembre a été de moins de 15 p. 100 en Alberta, soit beaucoup moins que les 50 p. 100 ou plus d'ailleurs. En conséquence, les réclamations en Alberta ont continué à augmenter durant janvier, ce qui a avancé le sommet d'un mois.

TABLEAU C. Variations procentuelles des réclamations déposées, par province

	De décembre 1965 à janvier 1966			De janvier 1965 à janvier 1966			De décembre 1964 à janvier 1965		
	Total	Initiales	Renouvelées	Total	Initiales	Renouvelées	Total	Initiales	Renouvelées
CANADA	- 14	- 12	- 23	- 2	-	- 9	- 27	- 25	- 34
Terre-Neuve	- 51	- 52	- 35	+ 6	+ 6	-	- 53	- 55	- 36
Île-du-Prince-Édouard	- 44	- 47	- 12	+ 7	+ 6	+ 17	- 54	- 55	- 39
Nouvelle-Écosse	- 22	- 20	- 30	- 1	-	- 6	- 25	- 21	- 40
Nouveau-Brunswick ...	- 36	- 37	- 30	- 6	- 5	- 9	- 37	- 38	- 31
Québec	- 19	- 16	- 28	- 8	- 6	- 12	- 26	- 24	- 31
Ontario	- 1	+ 5	- 18	+ 2	+ 4	- 6	- 25	- 20	- 39
Manitoba	- 9	- 6	- 20	- 3	- 1	- 11	- 25	- 22	- 37
Saskatchewan	- 5	- 2	- 22	+ 2	+ 4	- 6	- 31	- 27	- 46
Alberta	+ 24	+ 29	+ 4	- 2	+ 2	- 16	- 15	- 10	- 29
Colombie-Britannique	- 2	+ 2	- 16	- 1	+ 1	- 10	- 20	- 18	- 25

Les exclusions ont surpassé 40,000 en janvier répondant pour les deux tiers des réclamants qui n'avaient pas droit aux prestations. Les 20,000(1) autres cas qui ont été classés comme des réclamants qui n'ont pu établir leurs droits aux prestations, c.-à.-d. que leurs contributions ne leur donnaient droit ni aux prestations régulières ni aux prestations saisonnières. Quelque 10,000 exclusions ont été imposées parce que les gains des réclamants au cours d'une certaine semaine excédaient le niveau des gains permis. Ces exclusions qui sont comprises dans la catégorie "autres raisons" se concentrent surtout au Québec (50 p. 100) et en Ontario (33 p. 100).

Classement, par industrie, des personnes dont l'emploi a cessé et qui ont déposé des réclamations initiales(2) de prestations d'assurance-chômage en décembre 1965

En décembre, 140,500 personnes ont perdu leur emploi et ont déposé des réclamations initiales. L'an dernier, le chiffre atteignait 166,700.

Au niveau national, plus de 50 p. 100 des cas provenaient de la fabrication et de la construction et 20 p. 100 des transports et du commerce réunis.

(1) L'expérience indique que ce chiffre diminuera d'un tiers environ lorsque les dossiers de contributions manquants deviendront disponibles. En général, cette situation est le résultat de retards dans la présentation des livres.

(2) Les données excluent les réclamations initiales déposées en faveur de personnes ayant épuisé leur droit à la prestation et désirant le rétablir. Elles excluent aussi les réclamations renouvelées déposées en faveur de nouveaux cas de chômage.

TABLEAU 1. Répartition procentuelle des réclamations(1) par industrie et par province
Décembre 1965 et 1964

Groupe d'industries		Canada	T.-N.	Î. P.-É.	N.-É.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Nouveaux cas (en milliers)	1965	140.5	11.3	2.2	10.3	10.3	43.4	33.2	5.1	4.2	4.9	15.6
	1964	166.7	10.6	2.3	9.8	11.4	51.8	42.3	6.5	5.6	6.8	19.6
						Répartition procentuelle						
Forestage (surtout abattage)	1965	7	11	2	5	18	6	1	(2)	-	1	22
	1964	7	10	3	9	19	9	1	1	-	1	16
Pêche(3) et piégeage	1965	5	14	12	37	6	1	(2)	1	-	-	6
	1964	5	20	14	25	6	1	1	1	-	-	6
Mines	1965	1	1	(2)	2	2	1	1	(2)	2	3	1
	1964	1	1	(2)	1	1	1	1	3	3	4	2
Fabrication	1965	26	10	14	14	16	32	36	27	10	18	23
	1964	27	11	19	17	20	31	36	24	12	15	21
Construction	1965	25	26	20	16	14	25	28	28	37	36	20
	1964	26	23	15	18	16	26	27	32	37	41	24
Transports, communications et autres services d'utilité publique	1965	10	15	14	11	8	11	8	13	11	10	8
	1964	10	14	12	12	8	11	11	11	11	10	5
Commerce	1965	9	13	16	7	10	5	9	16	17	12	9
	1964	10	10	19	10	7	8	9	14	16	12	13
Services	1965	7	4	4	3	5	6	11	8	9	12	8
	1964	7	4	4	4	4	5	10	9	7	10	8
Administration publique et défense	1965	7	5	11	2	18	10	3	6	12	6	2
	1964	6	7	9	2	17	7	2	5	11	6	2
Autres	1965	3	1	6	3	3	3	3	2	2	2	3
	1964	2	1	5	2	2	2	3	3	3	2	3
Total des cas	1965	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	1964	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Les données excluent les réclamations initiales déposées en faveur de personnes ayant épuisé leur droit à la prestation et désirant le rétablir. Elles excluent aussi les réclamations renouvelées déposées en faveur de nouveaux cas de chômage.

(2) Moins d'un demi p. 100.

(3) Pour les cas attribués à l'industrie de la pêche, les personnes dont l'emploi assuré était donné comme "pêcheur" ont été classées dans cette industrie, même si leur dernier emploi était dans une industrie autre que la pêche. Ce classement est un peu différent de la pratique générale de chiffrage qui consiste à attribuer un seul chiffre basé sur l'activité principale. Toutefois, les pêcheurs se déclarent habituellement à leur compte.

TABLEAU 2. Répartition procentuelle des réclamations selon l'industrie, intervalles trimestriels

	1965				1964
	Décembre	Septembre	Juin	Mars	Décembre
Nouveaux cas (en milliers)	140.5	30.8	32.8	72.4	166.7
		Répartition procentuelle			
Forestage (surtout abattage)	7	3	1	17	7
Pêche et piégeage	5	1	(1)	1	5
Mines	1	3	1	1	1
Fabrication	26	31	38	26	27
Construction	25	13	13	19	26
Transports, communication et autres services d'utilité publique	10	7	6	6	10
Commerce	9	17	17	11	10
Services	7	17	17	10	7
Administration publique et défense	7	5	4	7	6
Autres	3	5	4	2	2
Total des cas	100	100	100	100	100

(1) Moins d'un demi p. 100.
.. Chiffres non disponibles.
- Néant.

Tableau sommaire

Détail	Janv. 1966	Déc. 1965	Janv. 1965	Variation procentuelle		Données cumulatives			
				Déc. 1965	Janv. 1965	Janvier à janvier		12 mois terminés en janvier	
						1966	1965	1966	1965
	milliers					milliers			
Population assurée à la fin du mois	..	4,951	4,592	..	..	..	4,592*	..	4,409*
Réclamations initiales et renouvelées déposées:									
Total	225	262	230	- 14	- 2	225	230	1,623	1,832
Initiales	181	205	181	- 12	-	181	181	1,208	1,315
Renouvelées	44	57	49	- 23	- 9	44	49	415	516
Réclamants se présentant aux bureaux locaux	512	418	548	+ 22	- 7	512*	548*	319*	353*
Pour prestations régulières	402	351	426	+ 14	- 6				
Pour prestations saisonnières	110	67	122	+ 65	- 10				
Pour PS pêcheurs ..	25	15	26	+ 65	- 4				
Bénéficiaires (moyenne hebdomadaire)	361	217	398	+ 67	- 9	361*	398*	251*	278*
Semaines compensées ...	1,445	866	1,593	+ 67	- 9	1,445	1,593	12,570	13,758
Prestations versées $	35,910	21,184	39,846	+ 70	- 10	35,910	39,846	308,174	337,824
Prestations hebdomadaires moyennes $	24.86	24.46	25.02	+ 2	- 1	24.86	25.02	24.52	24.56

* Moyenne mensuelle.

TABLEAU 1. Estimation de la population assurée en vertu de la loi sur l'assurance-chômage

Fin du mois de	Total	Employés	Réclamants
1965 - Décembre	4,951,000	4,533,000	418,000
Novembre	4,754,000	4,509,400	244,600
Octobre	4,680,000	4,509,600	170,400
Septembre	4,678,000	4,520,700	157,300
Août	4,696,000	4,523,500	172,500
Juillet	4,650,000	4,465,600	184,400
Juin	4,601,000	4,420,300	180,700
Mai	4,514,000	4,284,500	229,500
Avril	4,594,000	4,131,100	462,900
Mars	4,626,000	4,087,000	539,000
Février	4,605,000	4,045,800	559,200
Janvier	4,592,000	4,044,200	547,800
1964 - Décembre	4,582,000	4,103,800	478,200

TABLEAU 2. Réclamations initiales et renouvelées déposées aux bureaux locaux de chaque province(1)

Province	1966 - Janvier - 1965					
	Total	Initiales	Renouvelées	Total	Initiales	Renouvelées
CANADA	225,022	180,526	44,496	230,167	181,035	49,132
Terre-Neuve	10,006	8,795	1,211	9,475	8,261	1,214
Île-du-Prince-Édouard	1,958	1,685	273	1,823	1,589	234
Nouvelle-Écosse	13,163	10,995	2,168	13,268	10,973	2,295
Nouveau-Brunswick	11,031	9,198	1,833	11,727	9,706	2,021
Québec	65,243	50,214	15,029	70,740	53,566	17,174
Ontario	65,042	51,803	13,239	63,924	49,777	14,147
Manitoba	9,037	7,443	1,594	9,318	7,537	1,781
Saskatchewan	7,507	6,385	1,122	7,338	6,148	1,190
Alberta	11,944	9,809	2,135	12,181	9,633	2,548
Colombie-Britannique	30,091	24,199	5,892	30,373	23,845	6,528

(1) En outre, les réclamations revisées reçues se sont chiffrées par 44,162

TABLEAU 3. Réclamants se présentant aux bureaux locaux suivant le nombre de semaines qu'a duré la réclamation, la province et le sexe

(Comptés le dernier jour ouvrable du mois)

Province et sexe	Total, réclamants	Nombre de semaines qu'a duré la réclamation (basé sur un échantillon de 20 p. 100)				Total, réclamants
		1-4	5-13	14-26	27 ou plus(1)	
	31 janvier 1966					29 janvier 1965
CANADA	511,768	255,687	195,116	40,589	20,376	547,842
Hommes	386,634	203,594	151,767	21,211	10,062	419,881
Femmes	125,134	52,093	43,349	19,378	10,314	127,961
Terre-Neuve	34,499	13,334	19,401	1,414	350	33,842
Hommes	32,476	12,588	18,615	1,048	225	31,812
Femmes	2,023	746	786	366	125	2,030
Île-du-Prince-Édouard	6,601	2,686	3,691	182	42	6,740
Hommes	5,384	2,269	3,006	92	17	5,515
Femmes	1,217	417	685	90	25	1,225
Nouvelle-Écosse	32,887	16,611	12,678	2,166	1,432	33,831
Hommes	27,589	14,495	10,720	1,448	926	28,753
Femmes	5,298	2,116	1,958	718	506	5,078
Nouveau-Brunswick	32,245	14,176	15,259	1,905	905	33,785
Hommes	25,743	11,832	12,343	976	592	27,322
Femmes	6,502	2,344	2,916	929	313	6,463
Québec	151,625	77,571	54,571	13,366	6,117	164,245
Hommes	117,696	64,341	42,731	7,670	2,954	130,526
Femmes	33,929	13,230	11,840	5,696	3,163	33,719
Ontario	135,301	71,177	44,079	12,517	7,528	137,803
Hommes	88,916	51,087	28,662	5,592	3,575	91,106
Femmes	46,385	20,090	15,417	6,925	3,953	46,697
Manitoba	20,626	10,147	8,346	1,448	685	26,544
Hommes	15,722	7,710	6,875	727	410	19,771
Femmes	4,904	2,437	1,471	721	275	6,773
Saskatchewan	17,369	8,430	7,406	1,141	392	19,275
Hommes	13,425	6,763	6,057	456	149	15,619
Femmes	3,944	1,667	1,349	685	243	3,656
Alberta	23,172	12,043	8,771	1,589	769	27,506
Hommes	17,381	9,279	6,998	736	368	21,247
Femmes	5,791	2,764	1,773	853	401	6,259
Colombie-Britannique	57,443	29,512	20,914	4,861	2,156	64,271
Hommes	42,302	23,230	15,760	2,466	846	48,210
Femmes	15,141	6,282	5,154	2,395	1,310	16,061

(1) La majorité des cas dans ce groupe étaient des réclamations continues de 27 à 39 semaines.
Nota: Les valeurs de 50 ou moins sont sujettes à une assez forte variabilité du sondage.

TABLEAU 4. Réclamations initiales et renouvelées réglées et non réglées à la fin du mois, par province(1)

Province	Réglées					Non réglées	
	Total	Donnant droit à la prestation		Ne donnant pas droit à la prestation		Initiales	Renouvelées
		Initiales	Renouvelées	Initiales	Renouvelées		
	Janvier 1966						
CANADA	253,471	156,107	45,658	43,751	7,955	61,078	12,448
Terre-Neuve	13,448	9,234	1,444	2,655	115	2,272	321
Île-du-Prince-Édouard	2,586	1,899	260	391	36	374	63
Nouvelle-Écosse	16,602	11,872	2,460	2,071	199	2,411	497
Nouveau-Brunswick	13,958	9,439	2,034	2,263	222	2,302	507
Québec	77,579	43,677	15,723	14,994	3,185	18,842	4,407
Ontario	65,936	38,528	12,587	11,849	2,972	20,951	4,136
Manitoba	9,037	5,803	1,484	1,526	224	2,194	437
Saskatchewan	7,986	5,399	1,170	1,277	140	2,298	341
Alberta	11,922	7,653	2,111	1,932	226	2,842	513
Colombie-Britannique	34,417	22,603	6,385	4,793	636	6,592	1,226
	Janvier 1965						
CANADA	280,230	175,138	53,652	43,721	7,719	63,832	14,187
Terre-Neuve	14,750	10,418	1,523	2,621	188	2,602	350
Île-du-Prince-Édouard	2,549	1,935	278	304	32	434	62
Nouvelle-Écosse	16,511	11,875	2,590	1,812	234	2,883	614
Nouveau-Brunswick	15,423	10,725	2,359	2,100	239	2,717	544
Québec	85,456	49,713	18,530	14,124	3,089	22,860	5,315
Ontario	73,125	43,615	14,829	12,354	2,327	18,171	4,431
Manitoba	10,071	6,401	1,804	1,632	234	2,483	613
Saskatchewan	9,507	6,451	1,525	1,388	143	1,807	278
Alberta	14,092	8,719	2,820	2,209	344	3,077	682
Colombie-Britannique	38,746	25,286	7,394	5,177	889	6,798	1,298

(1) En outre, on a réglé 40,024 réclamations revisées, dont 3,967 demandes spéciales qui furent rejetées, et 1,624 appels de la part des réclamants. Il y avait 12,813 réclamations revisées non réglées à la fin du mois.

TABLEAU 5. Nombre des réclamants inadmissibles à la prestation dans chaque province en janvier 1966 et 1965 et principales raisons d'inadmissiblité

Principales raisons d'inadmissibilité		Canada	T.-N.	Î. P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Période de prestation non établie	1966(1)	20,820	1,819	242	1,296	1,348	6,340	4,999	629	617	928	2,602
	1965	21,319	1,490	174	1,039	1,284	6,616	5,565	752	670	1,029	2,700
Réclamants exclus	1966	41,299	1,304	252	1,457	1,523	15,476	13,054	1,649	1,110	1,732	3,742
	1965	41,419	1,723	233	1,494	1,556	14,600	12,404	1,619	1,186	2,168	4,436
Non en chômage	1966	1,599	47	23	44	55	520	528	125	89	64	104
	1965	1,926	44	25	67	47	786	432	134	173	110	108
Incapable de travailler et non disponible	1966	9,328	301	79	410	400	2,641	3,235	493	376	468	925
	1965	9,801	398	64	400	427	2,466	3,504	436	396	704	1,006
Perte de travail due à un différend ouvrier	1966	215	-	-	36	-	58	112	-	-	-	9
	1965	317	32	-	-	-	33	246	-	-	2	4
Refuse une offre de travail et laisse passer une occasion de travailler	1966	1,270	15	14	107	45	421	397	56	39	79	97
	1965	1,748	13	9	151	104	667	468	57	56	109	114
Congédié pour inconduite	1966	1,655	37	34	63	66	500	539	57	44	102	213
	1965	1,722	43	5	44	56	537	675	49	33	115	165
Emploi quitté volontairement sans raison valable	1966	9,143	450	42	381	486	2,831	2,695	310	265	563	1,120
	1965	8,150	401	59	350	380	2,517	2,280	354	227	614	968
Autres raisons	1966	18,089	454	60	416	471	8,505	5,548	608	297	456	1,274
	1965	17,755	792	71	482	542	7,594	4,799	589	301	514	2,071
(1) Précédemment non établie à la réclamation initiale mais établie subséquemment par réclamation revisée en janvier	1966	6,810	776	84	405	644	1,929	1,333	273	224	262	880

TABLEAU 6. Nombre estimatif de bénéficiaires par province

Province	Moyenne par semaine	
	1966 - Janvier - 1965	
	milliers	
CANADA	361.2	398.1
Terre-Neuve	31.3	23.9
Île-du-Prince-Édouard	5.0	5.4
Nouvelle-Écosse	22.2	22.5
Nouveau-Brunswick	21.8	24.0
Québec	107.6	118.2
Ontario	84.7	105.5
Manitoba	19.0	16.9
Saskatchewan	11.6	13.9
Alberta	14.8	20.5
Colombie-Britannique	43.3	47.3

TABLEAU 7. Versements des prestations par province

Province	1966 - Janvier - 1965			
	Semaines	Montant	Semaines	Montant
	nombre	dollars	nombre	dollars
CANADA	1,444,666	35,910,149	1,592,516	39,845,936
Terre-Neuve	125,055	3,095,658	95,787	2,367,516
Île-du-Prince-Édouard	19,827	468,860	21,500	490,071
Nouvelle-Écosse	88,699	2,109,639	90,062	2,031,049
Nouveau-Brunswick	87,257	2,040,656	96,022	2,197,059
Québec	430,490	10,611,950	472,905	11,990,421
Ontario	338,920	8,357,903	422,038	10,364,457
Manitoba	75,824	1,902,831	67,474	1,738,756
Saskatchewan	46,418	1,162,274	55,719	1,447,461
Alberta	59,075	1,495,682	81,894	2,122,544
Colombie-Britannique	173,101	4,664,696	189,115	5,096,302

TABLEAU 8. Nombre de semaines de prestations, par province

Province	Semaines entières	Semaines partielles	
		Total	Par suite de gains excessifs
	Janvier 1966		
CANADA	1,351,847	92,819	65,462
Terre-Neuve	119,255	5,800	3,873
Île-du-Prince-Édouard	18,845	982	806
Nouvelle-Écosse	81,411	7,288	5,539
Nouveau-Brunswick	82,265	4,992	3,586
Québec	402,072	28,418	19,809
Ontario	316,667	22,253	15,366
Manitoba	71,571	4,253	3,071
Saskatchewan	43,979	2,439	1,771
Alberta	55,364	3,711	2,558
Colombie-Britannique	160,418	12,683	9,083
	Janvier 1965		
CANADA	1,485,059	107,457	75,902
Terre-Neuve	91,659	4,128	2,733
Île-du-Prince-Édouard	20,376	1,124	855
Nouvelle-Écosse	81,604	8,458	6,759
Nouveau-Brunswick	89,712	6,310	4,420
Québec	437,434	35,471	23,748
Ontario	395,537	26,501	18,901
Manitoba	63,410	4,064	3,101
Saskatchewan	52,713	3,006	2,181
Alberta	76,641	5,253	4,069
Colombie-Britannique	175,973	13,142	9,135

Prestations saisonnières, 1965-1966

Les dispositions régissant les prestations saisonnières sont les mêmes que l'an dernier. Du 21 novembre 1965 à la mi-mai 1966, les réclamations qui ne répondent pas aux exigences statutaires régulières sont étudiées aux fins des prestations saisonnières. Les prestations ne sont pas versées en vertu de ces dispositions pour le chômage survenu avant le 5 décembre(1). Un réclamant ne peut établir qu'une seule période de prestation saisonnière pour l'espace de temps mentionné ci-dessus. La durée minimum est de 12 semaines(2); par conséquent, l'épuisement des prestations saisonnières n'aura pas lieu avant le 19 février.

L'étude, en vue des prestations saisonnières de réclamations ne satisfaisant pas aux exigences régulières, se fait d'abord en fonction des règlements de la classe A, c'est-à-dire qu'un minimum de 15 semaines de contributions est exigé depuis le 31 mars 1965. L'admissibilité totale des réclamants de cette classe se fondera entièrement sur les contributions de cette période, c'est-à-dire depuis le 31 mars 1965. L'autorisation sera de cinq semaines complètes de prestations pour chaque période de six semaines de contributions(2).

Les cas qui ne peuvent établir leur droit en vertu de la classe A sont examinés en vue d'admissibilité possible à la classe B, laquelle représente une extension de prestations pour ceux dont la période de prestations régulières s'est terminée au cours de l'intervalle écoulé depuis le 15 mai 1965. L'autorisation sera celle qui paraît pour la période précédente de prestations régulières, ou le nombre de semaines qui restent dans la période des prestations saisonnières quelle que soit la période la plus courte. Le taux hebdomadaire(3) sera celui de la précédente réclamation, rectifié, s'il y a lieu, selon le changement de leur situation quant à leur dépendance. Les réclamations établies après le 2 avril 1966, appartiennent exclusivement à la classe B.

Les réclamants de prestations saisonnières (sauf les pêcheurs)(4) doivent satisfaire à toutes les dispositions de la loi et des règlements, compte tenu de ce qui précède.

Réclamants-pêcheurs

Dans le tableau 3b, les réclamants de prestations saisonnières des pêcheurs comprennent les réclamants de prestations saisonnières dont les documents relatifs aux réclamations sont marqués de la lettre p (pêcheurs). Cela signifie que la personne est admissible aux prestations saisonnières en vertu des contributions de pêcheurs, c'est-à-dire que ses contributions pour les 15 semaines comptent au moins une semaine de contribution de pêcheur (ou bien sa précèdente période de prestations régulières était aussi marquée de la lettre P).

(1) Un réclamant admissible au transfert de sa période d'attente peut retirer des prestations saisonnières pour la semaine du 30 novembre.

(2) Bien que le minimum soit de 13 semaines pour les réclamations de prestations saisonnières, classe A (12 semaines, classe B), lorsqu'il reste moins de 13 semaines entre la date de l'établissement du droit et la fin de la période de prestations saisonnières (c'est-à-dire après le 26 février 1966), la durée autorisée sera égale à ce nombre de semaines.

(3) L'article 47 (2a) de la loi ne s'applique pas aux réclamations de prestations saisonnières. Cet article a été ajouté en septembre 1959 afin d'amoindrir l'influence du chômage à court terme sur le taux hebdomadaire des réclamations régulières subséquentes enregistrées au cours d'une période de deux ans.

(4) Au cours de la période de prestations saisonnières, les réclamants classés comme pêcheurs sont considérés en disponibilité et en chômage en ce qui concerne toute activité de pêche commerciale ou de réparation des agrès de pêche, de l'équipement ou des bateaux. Toutefois, on tient compte du revenu de la pêche dans la détermination du montant de la prestation à payer.

TABLEAU 3a. Réclamants de prestations saisonnières se présentant aux bureaux locaux le dernier jour ouvrable du mois, selon le sexe et la province

Province	1966 - Janvier - 1965					
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
CANADA	109,922	85,766	24,156	121,964	96,156	25,808
Terre-Neuve	15,697	15,144	553	16,267	15,798	469
Île-du-Prince-Édouard	3,158	2,674	484	3,221	2,694	527
Nouvelle-Écosse	11,124	9,901	1,223	11,821	10,371	1,450
Nouveau-Brunswick	11,464	9,380	2,084	11,958	9,836	2,122
Québec	25,297	18,970	6,327	28,617	22,304	6,313
Ontario	21,074	12,826	8,248	24,474	15,191	9,283
Manitoba	4,255	3,399	856	5,195	4,192	1,003
Saskatchewan	2,983	2,238	745	3,665	2,946	719
Alberta	3,011	2,252	759	4,190	3,366	824
Colombie-Britannique	11,859	8,982	2,877	12,556	9,458	3,098

TABLEAU 3b. Réclamants pêcheurs de prestations saisonnières inclus au tableau 3a

Province	1966 - Janvier - 1965					
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
CANADA	24,655	24,514	141	25,598	25,476	122
Terre-Neuve	9,267	9,254	13	10,425	10,425	-
Île-du-Prince-Édouard	1,758	1,708	50	1,675	1,641	34
Nouvelle-Écosse	5,458	5,448	10	5,296	5,288	8
Nouveau-Brunswick	3,223	3,199	24	3,474	3,446	28
Québec	685	677	8	757	734	23
Ontario	525	518	7	507	500	7
Manitoba	146	146	-	131	131	-
Saskatchewan	1	1	-	2	2	-
Alberta	33	31	2	27	27	-
Colombie-Britannique	3,559	3,532	27	3,304	3,282	22

Revue de l'assurance-chômage
1965 et 1964

La population assurée a atteint en 1965 une moyenne d'environ 4,662,000, augmentation de 6 p. 100 sur celle de 1964. Le secteur de l'emploi a avancé d'environ 8 p. 100, tandis que le niveau moyen des réclamants a reculé de près de 10 p. 100 au regard de 1964. On a observé des mouvements parallèles dans les secteurs des travailleurs rémunérés et des chômeurs dans la main-d'oeuvre globale; on a constaté des niveaux plus élevés de l'emploi dans toutes les principales divisions industrielles, les plus fortes augmentations se produisant dans la construction, les services et le commerce.

Les hommes sont comptables d'à peu près toute la baisse du nombre des réclamants au regard de 1964, ce qui s'associe, sans doute, à la demande relativement plus élevée d'hommes dans certaines professions, surtout durant la dernière année.

La situation améliorée de l'emploi se reflète dans le nombre de réclamations, qui a baissé d'environ 230,000 au regard de 1964. En 1965, les réclamations se sont chiffrées par 35 pour 100 personnes assurées contre 42 en 1964. Les paiements de prestations se sont établis à 312 millions de dollars, soit 32 millions de moins qu'en 1964. La moyenne hebdomadaire des prestations a été de $24.54 en 1965, à peu près la même qu'en 1964. L'absence d'augmentation dans la moyenne hebdomadaire des prestations s'associe vraisemblablement à la diminution de la proportion d'hommes parmi les réclamants.

Les graphiques ci-dessous illustrent la situation généralement améliorée en 1965 comparativement aux quatre années précédentes.

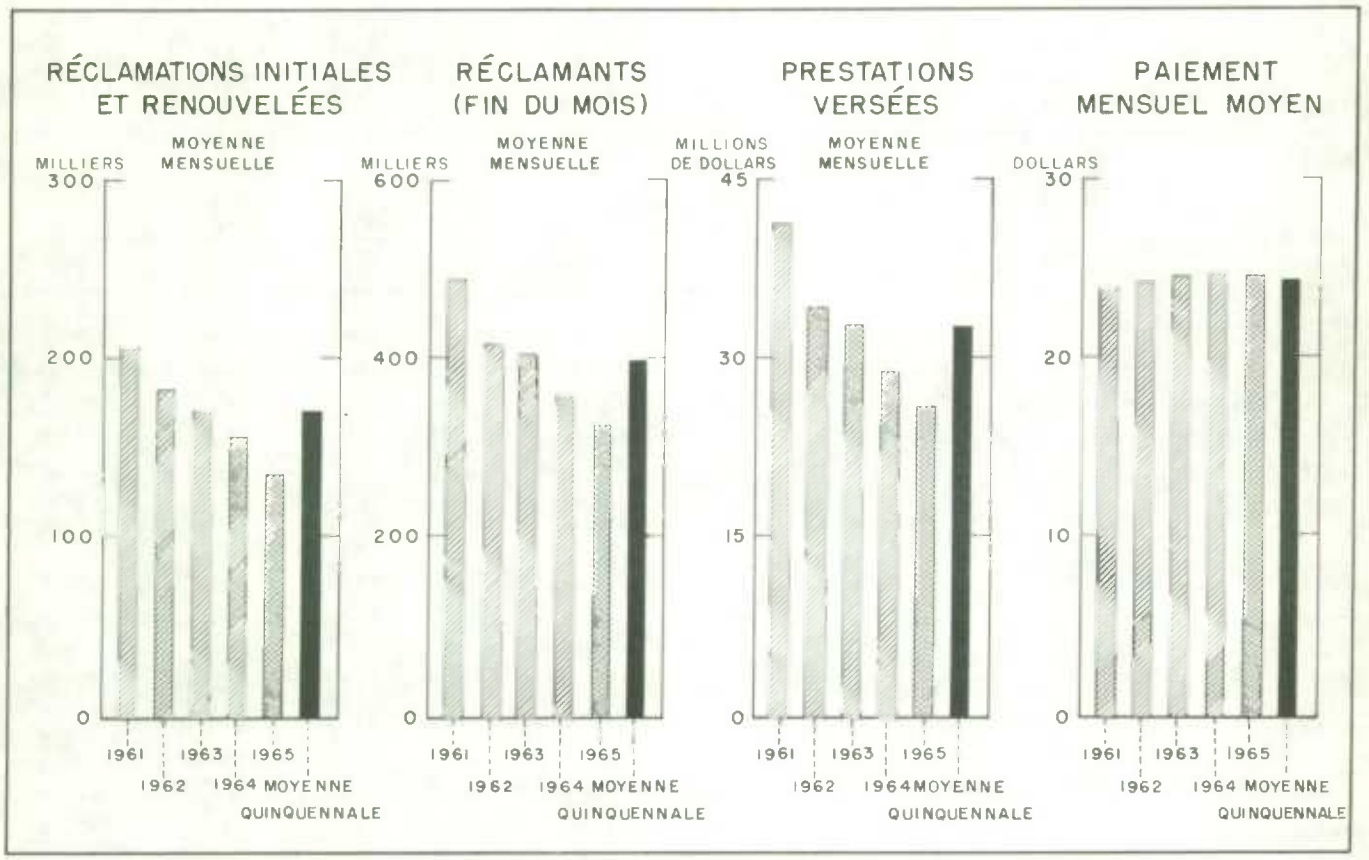


Tableau i. - Estimation de la population assurée, réclamations initiales et renouvelées déposées, réclamants à la fin du mois, par mois, 1965 et 1964.

Mois et année		Estimation de la population assurée en fin de mois	Réclamations initiales et renouvelées déposées			Réclamants en fin de mois		
			Total	Initiales	Renouvelées	Total	Hommes	Femmes
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
		en milliers						
Année civile	1965	4,662(1)	1,628	1,208	420	322(1)	227(1)	95(1)
	1964	4,388(1)	1,860	1,336	524	357(1)	260(1)	97(1)
Janvier	1965	4,592	230	181	49	548	420	128
	1964	4,334	259	202	57	599	468	130
Février	1965	4,605	160	123	37	559	429	130
	1964	4,339	172	129	42	607	474	133
Mars	1965	4,626	183	135	48	539	413	126
	1964	4,348	182	133	50	597	468	130
Avril	1965	4,594	151	111	40	463	345	118
	1964	4,280	175	127	48	498	381	117
Mai	1965	4,514	93	68	26	229	151	78
	1964	4,170	105	73	32	250	171	79
Juin	1965	4,601	72	51	21	181	106	75
	1964	4,373	87	58	29	202	127	75
Juillet	1965	4,650	86	60	26	184	106	78
	1964	4,406	109	71	38	205	127	78
Août	1965	4,696	84	59	25	172	103	70
	1964	4,463	79	50	29	182	111	71
Septembre	1965	4,678	72	48	24	157	91	67
	1964	4,437	86	55	30	174	105	69
Octobre	1965	4,680	83	57	26	170	98	72
	1964	4,432	121	75	46	215	139	76
Novembre	1965	4,754	152	111	41	245	160	84
	1964	4,491	169	120	49	275	187	88
Décembre	1965	4,951(2)	262	205	57	418	305	113
	1964	4,582	316	242	74	478	360	118

(1) Moyenne des données de fin de mois.
(2) Préliminaire.

Tableau ii. - Réclamations initiales et renouvelées déposées aux bureaux locaux de chaque province par mois, pour 1965.(1)

Province	Total 1965	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
						en milliers							
Réclamations initiales et renouvelées													
Canada	1,628	230	160	183	151	93	72	86	84	72	83	152	262
T.-N.	64	9	5	7	5	3	1	1	1	1	2	7	20
Î. P.-É.	12	2	1	1	1	-	-	-	-	-	-	2	4
N.-É.	85	13	8	8	7	4	3	3	5	5	4	7	17
N.-B.	79	12	7	9	9	4	2	3	2	2	3	8	17
Qué.	541	71	56	67	51	36	25	27	24	24	30	50	80
Ont.	483	64	48	52	42	25	26	38	36	23	25	39	65
Man.	60	9	7	7	7	3	2	2	2	2	2	7	10
Sask.	41	7	4	5	4	2	1	1	1	1	1	5	8
Alb.	77	12	8	10	9	4	3	3	2	3	3	9	10
C.-B.	187	30	16	17	16	12	8	8	10	10	12	19	31
Réclamations initiales													
Canada	1,208	181	123	135	111	68	51	60	59	48	57	111	205
T.-N.	55	8	4	5	4	3	1	1	1	1	2	6	18
Î. P.-É.	10	2	1	1	1	-	-	-	-	-	-	1	3
N.-É.	64	11	6	6	5	3	2	3	4	2	2	5	14
N.-B.	63	10	6	7	6	3	2	2	2	2	2	6	15
Qué.	384	54	42	49	37	25	17	17	16	15	19	35	60
Ont.	358	50	37	38	31	18	19	27	27	16	18	29	49
Man.	47	8	5	6	5	2	2	2	1	1	2	5	8
Sask.	34	6	4	4	3	1	1	1	1	1	1	4	6
Alb.	58	10	7	7	7	3	2	2	2	2	2	6	8
C.-B.	135	24	12	11	11	8	6	5	6	7	8	13	24
Réclamations renouvelées													
Canada	420	49	37	48	40	26	21	26	25	24	26	41	57
T.-N.	9	1	1	1	1	-	-	-	-	-	1	1	2
Î. P.-É.	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N.-É.	21	2	2	2	2	1	1	1	1	3	1	2	3
N.-B.	16	2	1	2	2	1	1	1	1	1	1	2	3
Qué.	156	17	14	18	14	11	8	10	8	9	11	15	21
Ont.	124	14	11	14	11	7	7	11	10	7	7	10	16
Man.	13	2	1	2	1	1	-	-	-	-	1	2	2
Sask.	7	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	1	1
Alb.	18	3	2	3	2	1	1	1	1	1	1	2	2
C.-B.	53	7	4	6	5	3	2	3	4	3	4	5	7

(1) Les données comparables de 1964 se trouvent dans la livraison de janvier 1965 de cette série.

Tableau iii. - Nombre de réclamants se présentant aux bureaux locaux le dernier jour ouvrable du mois, par province et par sexe, en 1965(1).

Province	Moyenne mensuelle	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
						en milliers							
Total													
Canada	322	548	559	539	463	229	181	184	172	157	170	245	418
T.-N.	16	34	36	32	24	9	5	4	4	4	5	10	27
Î. P.-É.	3	7	7	6	5	1	1	1	1	1	1	2	5
N.-É.	19	34	35	34	27	12	9	8	8	10	8	13	25
N.-B.	18	34	35	34	30	12	7	7	7	6	7	12	26
Qué.	104	164	174	179	155	79	61	59	52	49	58	82	133
Ont.	90	138	143	134	119	62	58	70	69	56	54	69	107
Man.	14	27	25	27	22	10	7	7	6	5	6	9	17
Sask.	10	19	20	19	15	6	4	3	3	3	3	7	13
Alb.	16	27	28	27	25	13	9	7	7	7	7	12	17
C.-B.	34	64	56	47	42	25	20	18	17	17	21	30	49
Hommes													
Canada	227	420	429	413	345	151	106	106	103	91	98	160	305
T.-N.	14	32	34	30	22	8	4	3	2	2	3	8	25
Î. P.-É.	2	6	6	5	4	1	-	-	-	-	-	1	4
N.-É.	15	29	29	28	22	9	6	6	5	7	6	9	21
N.-B.	14	27	29	28	25	9	5	5	4	4	5	9	20
Qué.	78	131	141	146	124	58	40	37	33	31	37	57	98
Ont.	54	91	94	88	75	33	28	37	40	29	27	38	67
Man.	10	20	19	21	16	6	4	3	3	3	3	6	12
Sask.	7	16	16	15	11	3	2	1	1	1	1	4	10
Alb.	11	21	22	20	19	9	5	4	3	3	3	8	13
C.-B.	22	48	39	32	27	15	11	10	10	10	12	20	36
Femmes													
Canada	95	128	130	126	118	78	75	78	70	67	72	84	113
T.-N.	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	2
Î. P.-É.	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	1	1
N.-É.	4	5	6	6	5	3	3	3	2	2	3	3	4
N.-B.	4	6	6	6	5	3	2	2	2	2	3	4	6
Qué.	26	34	33	32	31	21	20	22	19	18	21	25	35
Ont.	36	47	48	46	45	29	30	33	29	27	27	31	40
Man.	4	7	6	6	6	4	3	3	3	3	3	3	5
Sask.	3	4	4	4	4	2	2	2	2	2	2	2	3
Alb.	5	6	7	7	6	4	4	4	3	3	4	4	5
C.-B.	11	16	17	16	14	10	9	8	8	8	9	10	13

(1) Les données comparables de 1964 se trouvent dans la livraison de janvier 1965 de cette série.

Tableau iv. - Versements de prestations par province et par mois, 1965 et 1964.

Province		Total 12 mois	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
		milliers de dollars												
Canada	1965	312,110	39,846	45,333	55,589	43,309	31,660	16,229	11,829	12,791	11,501	10,223	12,615	21,184
	1964	344,390	46,412	50,127	53,551	52,583	33,117	16,538	14,086	13,199	12,792	12,841	14,647	24,498
T.-N.	1965	18,019	2,368	3,279	4,508	2,422	2,101	821	264	246	204	246	366	1,194
	1964	17,911	2,488	3,753	3,788	3,085	1,994	611	354	284	282	302	355	615
Î. P.-É.	1965	3,096	490	552	796	422	307	80	47	47	45	38	49	225
	1964	3,013	522	599	653	579	245	56	50	47	44	35	47	138
N.-É.	1965	16,517	2,031	2,592	3,550	2,035	1,723	820	535	554	549	516	594	1,017
	1964	18,225	2,314	3,153	3,110	3,157	1,672	742	665	570	634	602	658	947
N.-B.	1965	16,570	2,197	2,524	3,528	2,291	1,989	759	446	401	391	358	541	1,145
	1964	16,732	2,036	2,602	2,883	3,197	1,891	659	558	498	493	444	560	912
Qué.	1965	101,593	11,990	13,983	17,474	15,422	10,904	5,586	3,923	4,221	3,643	3,330	4,150	6,965
	1964	110,480	14,552	15,175	17,134	17,205	10,871	5,569	4,513	4,176	4,280	4,136	4,824	8,044
Ont.	1965	86,234	10,364	11,527	13,747	11,317	7,884	4,634	3,996	4,942	4,401	3,493	4,196	5,731
	1964	99,506	13,375	13,338	14,147	13,783	8,423	4,974	4,740	4,970	4,497	4,631	5,093	7,535
Man.	1965	13,243	1,739	2,031	2,391	2,058	1,366	662	428	441	375	351	468	934
	1964	14,951	1,983	2,304	2,265	2,672	1,602	637	411	507	441	435	506	1,189
Sask.	1965	9,487	1,447	1,641	1,870	1,541	862	366	223	236	203	196	253	649
	1964	10,046	1,614	1,691	1,819	1,694	848	331	250	232	228	240	299	798
Alb.	1965	15,033	2,123	2,192	2,491	2,249	1,583	893	574	512	464	421	526	1,004
	1964	18,839	2,527	2,652	2,799	3,023	2,021	963	805	612	603	637	685	1,512
C.-B.	1965	32,317	5,096	5,013	5,235	3,551	2,940	1,607	1,392	1,191	1,226	1,274	1,471	2,320
	1964	34,686	5,000	4,860	4,952	4,188	3,548	1,995	1,741	1,304	1,289	1,380	1,620	2,808

Tableau v. - Taux hebdomadaire moyen des prestations(1), par province et par mois, 1965 et 1964.

Province		Moyenne de 12 mois	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
		dollars												
Canada	1965	24.54	25.02	24.92	24.86	24.87	24.40	24.14	23.83	23.39	23.55	23.70	23.77	24.46
	1964	24.57	25.07	24.89	24.90	24.66	24.33	24.17	23.67	23.66	23.75	24.03	24.33	24.62
T.-N.	1965	24.42	24.72	23.36	24.82	25.39	25.19	24.64	24.42	21.10	21.87	21.98	23.16	24.31
	1964	24.42	24.30	24.39	24.43	24.92	25.17	26.11	22.44	21.78	22.30	21.99	23.11	24.51
Î. P.-É.	1965	22.61	22.79	22.87	22.88	22.93	22.19	21.15	20.53	21.15	20.58	20.90	21.59	22.96
	1964	22.32	22.26	22.63	22.56	22.48	21.75	20.81	20.87	20.86	20.83	20.73	21.27	23.65
N.-É.	1965	22.63	22.55	22.60	23.25	22.62	22.16	22.40	22.61	21.97	22.24	22.96	22.19	22.54
	1964	22.67	22.83	23.22	22.96	22.55	21.95	22.08	22.21	22.17	22.79	22.78	22.51	22.30
N.-B.	1965	23.22	22.88	23.31	23.52	23.57	23.54	23.62	22.76	22.22	21.90	22.33	22.02	23.23
	1964	22.71	22.42	22.73	22.60	23.25	23.19	22.95	22.65	21.89	21.78	21.52	21.99	22.75
Qué.	1965	24.98	25.35	25.65	25.70	25.54	25.20	24.95	24.27	23.21	23.29	23.41	23.49	24.10
	1964	24.88	25.37	25.37	25.35	25.09	24.65	24.43	23.87	23.64	24.03	24.03	24.29	24.79
Ont.	1965	24.28	24.56	24.72	24.47	24.46	23.79	23.62	23.98	23.87	24.20	24.09	24.19	24.18
	1964	24.57	25.09	24.86	25.22	24.54	24.15	23.75	23.52	24.06	23.88	24.62	24.87	24.31
Man.	1965	24.95	25.77	25.42	25.99	25.05	24.29	23.18	22.79	22.97	22.96	23.81	24.33	25.79
	1964	24.64	25.36	24.98	24.81	25.34	24.16	22.99	22.13	22.98	23.16	23.51	24.07	25.68
Sask.	1965	24.66	25.98	25.33	24.87	24.80	24.16	22.92	21.26	22.92	21.95	22.21	22.73	25.69
	1964	24.71	25.67	25.30	25.07	25.02	24.02	23.08	22.51	22.66	22.54	22.54	23.07	25.06
Alb.	1965	24.98	25.92	25.46	24.38	25.33	25.09	24.97	23.74	23.42	23.36	23.67	24.16	26.14
	1964	25.44	26.06	25.60	25.58	25.47	25.53	25.18	24.98	24.87	24.44	24.34	24.84	25.54
C.-B.	1965	25.56	26.95	26.43	25.44	25.27	24.77	24.34	23.94	24.14	24.26	24.89	24.97	26.79
	1964	25.46	26.48	26.13	25.57	25.25	24.94	25.55	24.93	24.16	24.29	24.41	25.00	25.62

(1) Y compris parties de semaine.

Tableau vi. - Réclamations initiales et renouvelées de prestations d'assurance-chômage, par mois, février 1942 - décembre 1965.

Année	Total 12 mois	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
	milliers												
1942	26.9	-	4.8		2.9	2.8	4.6	2.7	1.9	1.1	1.1	1.7	3.3
1943	36.7	4.6	4.8	5.0	4.0	2.0	1.8	1.1	1.4	1.0	1.5	2.9	6.6
1944	90.9	11.8	12.3	10.7	6.5	4.7	3.2	3.1	3.2	3.7	6.2	11.8	13.8
1945	296.4	20.4	15.0	13.3	8.4	8.9	10.9	10.9	20.6	40.5	36.7	53.3	57.6
1946	488.7	71.9	59.1	50.7	35.8	34.8	30.6	27.6	25.1	28.6	34.9	37.1	52.5
1947	442.9	63.7	47.1	43.7	35.9	27.6	21.4	20.0	17.3	20.9	29.4	42.4	73.6
1948	649.1	100.3	76.7	63.9	49.0	33.6	31.5	30.5	25.0	28.1	38.1	66.4	105.9
1949	933.9	126.6	93.5	88.8	58.1	52.7	44.8	43.5	50.3	51.9	69.3	114.9	139.4
1950	1,150.2	182.1	109.3	211.4	80.4	71.6	51.3	43.9	61.5	49.2	62.2	93.0	134.2
1951	1,144.1	172.6	110.5	111.1	75.2	56.4	58.2	59.0	57.9	62.5	82.9	122.6	175.0
1952	1,391.3	212.7	141.3	155.5	101.0	83.8	68.8	75.3	61.0	64.7	88.0	123.4	215.9
1953	1,679.7	223.7	172.6	181.5	117.9	71.5	72.8	75.9	74.1	85.6	123.2	188.9	292.3
1954	2,102.2	293.2	216.1	250.8	159.5	113.4	114.8	106.3	112.7	109.5	127.6	187.7	310.6
1955	1,929.8	311.0	238.7	247.1	155.9	97.6	90.4	81.6	88.6	87.6	94.7	159.8	276.7
1956	1,625.4	263.8	188.6	176.5	139.1	84.1	55.2	73.5	75.0	65.0	87.9	151.4	265.2
1957	2,373.2	361.1	192.7	195.2	163.5	104.3	86.4	114.1	115.3	124.9	167.4	249.1	499.2
1958	2,780.5	367.4	243.9	253.3	217.5	165.1	155.7	167.4	139.7	157.6	191.2	246.6	475.2
1959	2,428.3	317.5	220.9	230.1	206.9	134.4	107.1	122.3	102.4	115.1	151.2	278.6	441.6
1960	2,700.4	306.6	240.3	283.5	214.6	165.6	128.5	140.4	149.6	140.3	178.2	304.4	448.3
1961	2,460.5	344.2	234.6	259.4	209.6	162.1	112.8	126.2	121.2	122.0	158.1	252.6	357.9
1962	2,192.2	320.2	205.6	225.8	181.3	138.4	93.5	112.4	98.8	98.3	150.4	243.6	323.8
1963	2,038.0	319.4	188.5	195.9	175.6	122.9	82.8	112.9	86.2	92.9	126.2	189.4	345.3
1964	1,859.9	258.6	171.6	182.3	175.4	105.2	86.8	108.9	79.0	85.8	120.9	169.0	316.4
1965	1,628.2	230.2	160.0	183.2	151.0	93.3	72.0	86.1	83.9	71.8	83.1	151.5	262.2

Tableau vii. - Réclamants se présentant aux bureaux locaux le dernier jour ouvrable de chaque mois, 30 septembre 1943 - 31 décembre 1965.

Année	Moyenne de 12 mois	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
							milliers						
1943	-									1	1	2	6
1944	10	12	16	16	12	7	5	4	5	6	8	13	19
1945	41	27	30	27	19	17	17	19	29	48	62	85	113
1946	98	146	162	155	124	99	82	69	62	58	63	67	87
1947	71	106	112	107	86	63	50	43	39	39	45	62	102
1948	95	145	153	142	112	77	62	53	47	47	60	88	151
1949	149	203	216	198	150	115	95	94	94	95	115	172	243
1950 total	188	313	304	368	230	166	127	106	111	89	102	139	202
% P.S.				23									3
1951 total	167	256	253	236	149	101	101	100	101	109	128	187	288
% P.S.		11	14	18									3
1952 total	219	358	351	352	249	182	149	144	125	109	128	182	304
% P.S.		9	11	13									4
1953 total	253	376	389	379	240	165	142	134	134	143	185	283	452
% P.S.		11	14	17									4
1954 total	357	556	559	561	379	293	245	228	223	214	236	307	479
% P.S.		10	14	18									7
1955 total	319	587	620	605	354	241	186	168	153	145	163	220	388
% P.S.		14	21	26									12
1956 total	272	477	511	511	292	189	136	138	132	128	139	215	398
% P.S.		23	28	29									7
1957 total	380	546	572	559	374	250	205	206	209	227	268	403	744
% P.S.		13	18	19									12
1958 total	552	835	869	860	722	551	445	301	295	283	324	419	715
% P.S.		20	24	27	31	33	30						18
1959 total	454	785	796	767	611	279	221	226	210	202	251	418	686
% P.S.		26	31	34	37								17
1960 total	518	783	814	823	715	364	296	294	280	280	330	485	754
% P.S.		23	27	30	32								18
1961 total	487	847	873	838	713	341	267	255	229	229	269	386	601
% P.S.		24	29	32	35								18
1962 total	414	699	719	687	564	264	214	212	199	198	244	374	592
% P.S.		25	29	32	34								16
1963 total	402	704	720	685	566	271	220	219	193	186	219	303	532
% P.S.		23	27	30	33								15
1964 total	357	599	607	597	498	250	202	205	182	174	215	275	478
% P.S.		23	27	30									15
1965 total	322	548	559	539	463	229	181	184	172	157	170	245	418
% P.S.		22	26	30	31								16

Tableau viii. - Montant de prestations versées(1) par mois, 1942 - 1965.

Année	Total de 12 mois	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
	millions de dollars												
1942	0.37	-	(2)	0.03	0.04	0.05	0.04	0.04	0.04	0.03	0.03	0.03	0.04
1943	0.94	0.07	0.13	0.20	0.14	0.13	0.07	0.05	0.03	0.02	0.02	0.03	0.05
1944	3.29	0.13	0.30	0.76	0.36	0.47	0.25	0.14	0.11	0.12	0.13	0.18	0.34
1945	14.57	0.55	0.82	1.52	0.59	0.67	0.58	0.60	0.69	0.88	1.71	2.51	3.45
1946	51.08	4.49	5.90	7.21	7.01	5.22	4.47	3.30	2.86	3.40	2.46	2.24	2.51
1947	32.04	4.01	3.92	4.48	3.78	3.07	2.15	1.96	1.52	1.51	1.54	1.56	2.54
1948	40.27	3.92	5.02	6.63	5.18	3.67	2.60	2.08	1.84	1.69	1.76	2.28	3.59
1949	69.35	6.73	8.16	10.40	7.61	5.51	4.11	3.37	3.72	3.67	3.85	5.05	7.18
1950	98.98	11.78	13.61	16.64	13.71	10.50	6.66	4.76	4.41	3.84	3.57	4.18	5.31
1951	76.66	9.83	10.68	12.14	8.35	5.66	3.51	3.43	3.67	3.46	3.90	5.11	6.92
1952	118.83	13.98	15.57	16.89	13.95	10.39	6.73	6.29	6.24	5.71	5.71	6.44	10.93
1953	157.97	18.43	20.60	24.00	19.19	12.39	8.41	7.15	6.41	6.74	7.60	10.17	16.88
1954	241.11	25.15	29.68	37.19	29.84	21.13	15.72	12.72	12.06	12.40	11.78	14.02	19.43
1955	229.12	28.37	34.90	45.44	33.78	20.02	12.64	8.94	8.73	8.18	7.54	8.66	11.94
1956	210.33	24.63	32.19	38.17	33.20	19.16	9.93	7.93	8.17	7.09	8.07	9.28	12.53
1957	305.08	33.44	38.60	44.13	40.39	26.27	14.36	13.80	13.03	13.81	16.33	18.99	31.93
1958	492.90	60.76	63.31	72.38	66.68	51.65	36.99	26.82	19.49	19.85	20.27	21.14	33.56
1959	406.10	58.65	58.08	65.87	59.97	40.45	18.16	14.53	13.12	13.37	13.77	17.48	32.66
1960	481.84	54.35	62.59	74.85	61.77	52.21	26.84	19.70	21.36	21.19	20.65	26.58	39.77
1961.....	493.97	67.66	70.99	85.19	64.54	58.70	25.89	18.55	18.86	16.08	17.12	20.94	29.45
1962	409.21	57.80	57.99	68.83	51.65	45.41	18.71	14.51	15.88	12.66	15.75	18.93	31.09
1963	394.16	58.56	58.74	61.29	57.58	41.15	15.99	15.51	14.01	12.53	13.99	15.47	29.36
1964	344.39	46.41	50.13	53.55	52.58	33.12	16.54	14.09	13.20	12.79	12.84	14.65	24.50
1965	312.11	39.85	45.33	55.59	43.31	31.66	16.23	11.83	12.79	11.50	10.22	12.61	21.18

(1) Sont incluses les prestations versées en vertu des dispositions relatives aux prestations saisonnières. Voici les périodes pendant lesquelles ces dispositions ont été en vigueur, le nombre maximum de semaines indemnisées et la somme des prestations versées:

Du 28 février au 15 avril 1950 - 6 semaines - $ 4.5 millions
Du 1er janvier au 31 mars 1951 - 13 " - $ 3.9 "
Du " " " " " 1952 - 13 " - $ 4.6 "
Du " " " 15 avril 1953 - 15 " - $ 9.2 "
Du " " " " " 1954 - 15 " - $ 14.1 "
Du " " " " " 1955 - 15 " - $ 28.9 "
Du " " " 21 " 1956 - 16 " - $ 38.1 "
Du " " " 20 " 1957 - 16 " - $ 29.6 "
Du " décembre 1957 au 28 juin 1958 - 30 " - $109.8 "
Du " " 1958 au 16 mai 1959 - 24 " - $ 98.4 "
Du 30 novembre 1959 au 21 mai 1960 25 " - $ 99.1 "
Du 28 novembre 1960 au 20 mai 1961 25 " - $112.1 "
Du 27 novembre 1961 au 19 mai 1962 25 " - $ 88.9 "
Du 19 novembre 1962 au 18 mai 1963 25 " - $ 86.9 "
Du 25 novembre 1963 au 16 mai 1964 25 " - $ 75.1 "
Du 29 novembre 1964 au 15 mai 1965 25 " - $ 65.1 " (préliminaire)

(2) Moins de $10,000.

Vocabulaire

Population assurée: Au sens du présent rapport, la population assurée est l'ensemble des personnes qui, à un moment donné, ont des rapports avec la Commission d'assurance-chômage en qualité soit de contributeurs, soit de réclamants. Les estimations sont revisées une fois par année lorsque les données fondées sur le renouvellement des livrets sont disponibles.

Population active: Le nombre de personnes qui, à un moment donné, versent des contributions selon les dispositions de la loi. Ces estimations sont basées sur un échantillon de 10 p. 100 et, par conséquent, sont sujettes à la variabilité du sondage.

Les réclamants: Le nombre de personnes ayant un registre de chômage au "dossier actif" à la fin du mois. Le mois qui sert de base, soit mai ou juin, fait exception: le nombre de réclamants représente alors le nombre de personnes qui se présentent aux bureaux locaux à titre de réclamants au cours des deux premières semaines de renouvellement du livret.

Réclamation initiale: Une demande de prestations que dépose une personne pour qui il n'existe aucune période de prestation. Cette catégorie comprend les réclamations tant régulières que saisonnières, vu l'impossibilité d'établir, lors de la déposition d'une réclamation, le genre de prestation auquel le réclamant aura droit dans la suite. À l'occasion d'une réclamation initiale, il importe de faire l'examen des contributions versées au cours des deux années qui précèdent la réclamation. On peut ainsi établir si la personne a occupé quelque emploi assurable et déterminer par là le genre de prestations auquel elle a droit, s'il y a lieu. Si le réclamant a ce droit, le relevé de la période de son établissement sert à calculer son taux hebdomadaire de prestations et le montant maximum des prestations qu'il pourra toucher au cours de la période de prestations. Une seule réclamation initiale est déposée dans une période de prestations donnée.

Période de prestations: La période à compter de la semaine durant laquelle la réclamation initiale est déposée, pourvu que soient remplies les conditions donnant droit aux prestations. La durée maximum de la période de prestations est de 52 semaines, s'il s'agit de réclamants ayant droit aux prestations régulières prévues par la loi. Les périodes de prestations saisonnières ne peuvent être établies que du 1er décembre à la mi-mai et durent au plus 24 semaines. Dans l'un et l'autre cas, toutefois, la période de prestations expire quand les droits aux prestations sont épuisés.

Réclamation renouvelée: Une demande de prestations que dépose un assuré pendant une période de prestations en cours. Tout comme les réclamations initiales, cette catégorie comprend les réclamations renouvelées de toutes les classes de réclamants, i.e. réguliers, saisonniers et pêcheurs.

Réclamations initiales et renouvelées déposées: Une approximation du nombre de nouveaux cas de chômage enregistrés parmi les assurés durant une période. Cependant, une réclamation initiale constituant une demande de rétablissement d'une période de prestations sans réelle interruption de la période visée par la réclamation ne constitue pas un nouveau cas de chômage. Le total, pour autant qu'il se dépose de ces réclamations au cours d'un mois, exagère le nombre de nouveaux cas.

Réclamations revisées: Les réclamations qui ne sont ni initiales ni renouvelées et sur lesquelles un fonctionnaire de l'assurance doit statuer, e.g. le cas de soutien de famille, de prolongation des périodes ouvrant droit aux prestations, etc. La réclamation revisée est donc un expédient administratif qui permet de remettre à l'étude une réclamation initiale ou renouvelée.

Réclamants se présentant actuellement aux bureaux locaux: Toutes personnes se présentant actuellement aux bureaux locaux pour réclamer des prestations d'assurance-chômage, qu'il s'agisse de prestations régulières, saisonnières ou de pêche. En vertu de la loi sur l'assurance-chômage, une personne peut réclamer une prestation pour toute semaine durant laquelle elle n'a pas travaillé la semaine entière.

Nombre de semaines qu'a duré la réclamation: Le nombre accumulé de semaines durant lesquelles un réclamant s'est présenté ou a fait rapport afin d'établir qu'il était en chômage pendant sa période courante de réclamation. On commence à compter de la semaine où la réclamation initiale (ou renouvelée) est déposée et on continue sans interruption aussi longtemps que le réclamant continue de se présenter comme on le lui demande. Le cas peut se présenter d'une période de chômage qui se continue au-delà de la fin d'une période de prestations et alors une nouvelle période de prestations est établie immédiatement sans qu'il n'y ait d'interruption réelle de la période de réclamation. En l'occurence, le total accumulé des semaines est reporté des documents de réclamation antérieurs à celui qui établit la nouvelle période de prestations et on continue à compter. Cette facon de procéder s'applique également dans le cas de périodes contiguës de prestations régulières ou saisonnières. Sont exclues de ce calcul les semaines pour lesquelles le réclamant a déclaré ne pas être disponible pour la semaine entière de travail.

Ayant droit aux prestations: Au sens du présent rapport, cette catégorie comprend les décisions portées sur des réclamations initiales qui indiquent et établissent une période de prestations (régulière, saisonnière ou de pêche) **sans aucune exclusion imposée** et les décisions d'"approbation" des réclamations renouvelées, soit régulières, saisonnières ou de pêche.

N'ayant pas droit aux prestations: Les réclamants exclus dans le cas de réclamations initiales ou renouvelées et ceux dont la réclamation initiale a donné lieu à une décision portant que le réclamant n'avait pas le droit d'établir une période de prestations, soit régulière, saisonnière ou de pêche.

Période de prestation non établie: Le minimum de contributions à l'égard d'une classe quelconque de prestation n'a pas été versé. Il s'agit donc du total net de personnes dont les contributions sont insuffisantes pour établir une période de prestation en vertu des dispositions relatives aux prestations régulières, saisonnières ou de pêcheur, d'après les décisions portées sur les réclamations initiales seulement. Il n'est pas tenu compte des décisions ultérieures découlant de la revision des réclamations et renversant une décision initiale, mais ces décisions ont pour effet de réduire le nombre de périodes de prestation non établies.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010530110

Exclusion: On impose une exclusion en raison de certaines circonstances qui touchent une réclamation lorsque ces circonstances font perdre au réclamant ses droits aux prestations, soit pour une période donnée ou aussi longtemps que persiste la condition qui a occasionné l'exclusion. Lorsqu'il est établi que le réclamant a perdu son emploi volontairement, c'est-à-dire qu'il a quitté son emploi de son propre chef ou a été congédié pour cause d'inconduite, l'exclusion maximum est de six semaines; les réclamants qui participent à un différend ouvrier auquel ils sont directement intéressés sont exclus pour la durée de l'arrêt de travail. Pour déterminer le nombre de cas d'exclusion, on ne tient nullement compte du genre de réclamation, conséquemment l'exclusion à la suite de réclamations revisées est incluse. Les cas mentionnés ici ne servent que d'exemples et ne donnent pas un exposé complet des conditions qui peuvent donner lieu à une exclusion. Les articles 59 à 66 de la Loi exposent ces conditions.

Semaines indemnisées: Les semaines civiles pour lesquelles des prestations régulières, saisonnières ou de pêche ont été payées. Une semaine compensée est comptée durant le mois où copie de la pièce justificative du paiement est reçue au bureaux du trésorier de district, ce qui n'est pas nécessairement le mois durant lequel la semaine de chômage s'est produite.

Montant des prestations: La somme de tous les paiements de prestations effectués durant le mois, que les prestations soient régulières, saisonnières ou de pêche.

Semaine entière: Une semaine où un réclamant a touché le plein versement hebdomadaire de prestations autorisé au cours de sa période de prestations.

Semaine partielle: Une semaine où le réclamant a touché moins que le plein versement hebdomadaire de prestations autorisé. Une semaine partielle peut tenir à un excédent de gains qui diminue le paiement en proportion directe du montant de ces gains. Si un réclamant n'était "pas disponible pour travailler" un jour quelconque de la semaine, son versement hebdomadaire sera réduit proportionnellement au nombre de jours de "non-disponibilité". Il y aura également réduction lorsqu'une partie de semaine a été désignée comme partie de la période d'attente prescrite.

Gains excessifs: Les gains dans une semaine qui excèdent les gains permis à un réclamant en regard du taux hebdomadaire de prestations qu'on lui accorde. Par exemple, un réclamant dont le taux hebdomadaire est de $30 peut gagner jusqu'à $15 durant une semaine sans qu'on réduise ses prestations; toutefois, s'il gagne $17 dans une semaine, ses prestations sont réduites à $28.

Bénéficiaires: Les personnes qui touchent un ou plusieurs paiements de prestations. L'estimation, basée sur le nombre de documents de paiement du mois, représente la moyenne hebdomadaire des bénéficiaires.

Prestations saisonnières: Prestations payables au cours de la période qui débute le dimanche qui précède le 1er décembre et qui se termine le samedi suivant le 15 mai, à certaines classes de réclamants ne pouvant satisfaire aux exigences de la loi quant aux prestations régulières. Les réclamants de la classe A doivent établir que quinze contributions ont été versées depuis le samedi qui précède le 31 mars immédiatement avant la date de la réclamation, tandis que le droit de la classe B résulte de ce que la période de prestations régulières a pris fin depuis le samedi qui suit le quinzième jour de mai immédiatement avant la réclamation.

Pêcheurs: Aux fins des prestations régulières, un pêcheur est un réclamant qui a versé des contributions de pêcheur pendant cinq semaines ou plus au cours des 52 dernières semaines. Toutefois, aux fins des prestations saisonnières, tout réclamant, dont les contributions le rendant admissible comprennent même une seule semaine de contribution de pêcheur, est classé réclamant pêcheur.

Semaine de contribution de pêcheur: Toute semaine durant laquelle une contribution de pêcheur a été inscrite, qu'une contribution ait aussi été versée ou non à l'égard d'un autre emploi assuré. Des timbres spéciaux servent à inscrire l'emploi assuré dans la pêche et les employeurs qui paient en bloc doivent inscrire à part les contributions de pêche de leurs employés et leurs contributions à l'égard d'un autre emploi assurable.

Classement, par industrie, des personnes qui déposent de nouvelles réclamations d'assurance-chômage: Les présents renseignements sont fondés sur un échantillon de documents relatifs aux réclamations initiales déposés aux bureaux locaux au cours d'un mois. Afin que toutes ces réclamations aient une chance égale d'être étudiées, les documents sont accumulés jusqu'à la fin de la troisième semaine qui suit le mois durant lequel la réclamation a été déposée.

La fraction de sondage varie de 100 p. 100 dans les provinces atlantiques (durant la période où les réclamations sont peu nombreuses) à 5 p. 100 en Ontario. L'échantillon englobe toutes les nouvelles réclamations initiales sans égard à la situation quant aux prestations, c'est-à-dire que les carences aussi bien que les exclusions sont incluses. Toutefois, il exclut les réclamations initiales dites de transition, c'est-à-dire les réclamations déposées en faveur de personnes qui viennent de terminer une période de prestations et tentent de rétablir leur droit, car ces réclamations ne sont pas des nouveaux cas de chômage.

Actuellement, l'étude ne porte que sur les nouvelles cessations d'emploi qui exigent une réclamation **initiale** parce que ce sont là les seuls documents qui sont transmis au Bureau pour analyse. Le rapport entre les réclamations initiales et les réclamations renouvelées fluctue suivant le nombre de réclamations, de sorte que durant les mois où celles-ci sont nombreuses, il est approximativement de 3 à 1.

Classement géographique: Les provinces, telles qu'elles sont définies dans le présent bulletin, sont des entités administratives. Ainsi, l'Ontario ne comprend pas Sioux Lookout dont les chiffres sont inclus dans ceux du Manitoba; la Colombie-Britannique comprend Whitehorse; le Québec ne comprend pas les îles de la Madeleine dont les chiffres sont compris dans ceux du Nouveau-Brunswick.